

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les deux jeux d'états financiers consolidés ci-joints ont été préparés par la direction. Ils ont été approuvés par le conseil d'administration de la société. Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis et au Canada, respectivement. De plus, ils reflètent, lorsqu'il y a lieu, les meilleurs jugements et estimations de la direction. La société a mis au point et utilise un ensemble de contrôles comptables internes pour assurer, de façon à la fois raisonnable et économique, une information financière fiable.

Il incombe au conseil d'administration de voir à ce que la direction assume ses responsabilités en matière d'information financière et de contrôle interne. Le conseil exerce ses responsabilités par l'entremise du comité de vérification, formé principalement d'administrateurs de l'extérieur. Au moins une fois par exercice, le comité de vérification rencontre la direction et les vérificateurs externes afin de s'assurer que la direction s'est correctement acquittée de ses responsabilités et d'examiner les états financiers consolidés.

Deloitte & Touche, les vérificateurs indépendants désignés par les actionnaires, ont vérifié les deux jeux d'états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus aux États-Unis et au Canada, selon le cas, et ils ont exprimé une opinion sur chacun de ces jeux. Les travaux de vérification comprenaient un examen et une évaluation des systèmes de contrôle interne de la société ainsi que les sondages et procédés jugés nécessaires pour fournir l'assurance raisonnable de la présentation fidèle des états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis et au Canada, respectivement. Les vérificateurs peuvent à leur gré communiquer librement avec le comité de vérification du conseil d'administration.

Rubin I. Osten
Président du conseil, président-directeur général

P. Ian Reece
Vice-président et directeur des finances

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS - PCGR AUX ÉTATS-UNIS

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUX ACTIONNAIRES DE PC DOCS GROUP INTERNATIONAL INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints de PC DOCS Group International Inc. et de ses filiales aux 30 juin 1997 et 1996 ainsi que les états consolidés des résultats, des capitaux propres et de l'évolution de la situation financière des trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 juin 1997. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications. Les états financiers consolidés montrent l'effet rétroactif du regroupement des activités de PC DOCS Group International Inc. et de DataRamp, Inc., comptabilisé selon la méthode de la fusion d'intérêts communs de la manière décrite à la note 10 des états financiers consolidés.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues aux États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que nos vérifications fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société aux 30 juin 1997 et 1996 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 juin 1997 selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis.

Nous avons également exprimé une opinion sur les états financiers de PC DOCS Group International Inc. établis pour la même période et préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La note 14 de ces états financiers résume les écarts importants entre les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis et au Canada.

Deloitte & Touche

Toronto (Ontario)
Le 29 juillet 1997

BILANS CONSOLIDÉS

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(en milliers de dollars canadiens)

<i>Aux 30 juin</i>	1997		1996	
ACTIF				
À court terme				
Encaisse et placements à court terme	89 708	\$	95 871	\$
Débiteurs, déduction faite de réserves de 689 000 \$ (355 000 \$ en 1996)	27 008		24 431	
Débiteurs non facturés	10 392		9 198	
Charges payées d'avance et autres éléments d'actif	4 176		1 318	
Prêt (note 3)	1 259		-	
	132 543		130 818	
Immobilisations (note 4)	9 820		5 244	
Frais de développement de produits, montant net	13 457		10 202	
Impôts sur le revenu reportés (note 11)	2 708		3 980	
Placement (note 3)	1 723		-	
Écart d'acquisition, montant net (note 5)	2 148		-	
	162 399	\$	150 244	\$
PASSIF				
À court terme				
Créditeurs et charges à payer	14 093	\$	12 830	\$
Produits comptabilisés d'avance	12 867		8 644	
	26 960		21 474	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et avantages incitatifs relatifs à un bail (note 6)	2 228		2 102	
	29 188		23 576	
ENGAGEMENTS (note 7)				
CAPITAUX PROPRES				
Capital-actions (note 8)	119 606		117 452	
Gains ou pertes de change cumulatifs	911		401	
Bénéfices non répartis	12 694		8 815	
	133 211		126 668	
	162 399	\$	150 244	\$

Se reporter aux notes complémentaires

Approuvé par le conseil

Rubin I. Osten
AdministrateurEdward F. Tabah
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS
SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

<i>Des exercices terminés les 30 juin</i>	1997		1996		1995
PRODUITS					
Ventes de logiciels	52 387	\$	51 458	\$	32 966 \$
Maintenance de logiciels, service après-vente et autres ventes	36 837		21 430		13 834
Ventes de matériel	3 018		6 622		4 259
Intérêts créditeurs et autres produits	3 932		1 663		557
TOTAL DES PRODUITS	96 174		81 173		51 616
COÛT DES VENTES	12 965		12 291		8 305
MARGE BRUTE	83 209		68 882		43 311
CHARGES					
Frais de vente et de commercialisation	29 735		17 070		7 801
Maintenance et service après-vente	10 243		7 041		4 607
Recherche et développement	12 281		10 977		12 302
Frais généraux et administratifs	16 429		10 195		8 865
Amortissement (note 9)	8 038		5 180		2 873
Charge au titre du regroupement d'entreprises (note 10)	-		3 881		-
TOTAL DES CHARGES	76 726		54 344		36 448
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	6 483		14 538		6 863
Provision pour impôts sur le revenu (note 11)	2 604		5 678		402
Avantage fiscal découlant du regroupement d'entreprises (note 10)	-		(2 665)		-
BÉNÉFICE NET	3 879	\$	11 525	\$	6 461 \$
BÉNÉFICE PAR ACTION (note 12)					
Premier	0,18	\$	0,63	\$	0,43 \$
Dilué	0,18		0,63		0,41

Se reporter aux notes complémentaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES
SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS
(dollars canadiens et nombre d'actions exprimés en milliers)

	Capital-actions (notes 8 et 10)		Gains ou pertes de change cumulatifs		Bénéfices non répartis (déficit)		Total des capitaux propres
	Actions	Montant					
SOLDE, 30 JUIN 1994	12 498	12 441	\$	502	\$	(8 672)	\$ 4 271
Levée d'options d'achat d'actions	166	174					174
Émission et conversion de bons de souscription spéciaux	2 250	9 668					9 668
Exercice de bons de souscription	285	911					911
Gains ou pertes de change cumulatifs				(51)			(51)
Bénéfice net						6 461	6 461
Distribution aux actionnaires de DataRamp						(425)	(425)
SOLDE, 30 JUIN 1995	15 199	23 194		451		(2 636)	21 009
Levée d'options d'achat d'actions	764	791					791
Avantage fiscal aux États-Unis découlant de la levée d'options d'achat d'actions (note 11)		3 800					3 800
Émission d'actions dans le public, déduction faite des frais et des avantages fiscaux connexes	3 450	82 763					82 763
Apport de capital en règlement du passif lié à la rémunération (note 10)		6 904					6 904
Gains ou pertes de change				(50)			(50)
Bénéfice net						11 525	11 525
Distribution aux actionnaires de DataRamp						(74)	(74)
SOLDE, 30 JUIN 1996	19 413	117 452		401		8 815	126 668
Levée d'options d'achat d'actions	420	474					474
Avantage fiscal aux États-Unis découlant de la levée d'options d'achat d'actions (note 11)		1 412					1 412
Émission d'actions dans le cadre d'une acquisition (note 5)	75	1 455					1 455
Ajustement du montant de l'avantage fiscal découlant des régimes de rémunération (note 10)		(1 187)					(1 187)
Gains ou pertes de change				510			510
Bénéfice net						3 879	3 879
SOLDE, 30 JUIN 1997	19 908	119 606	\$	911	\$	12 694	\$ 133 211

Se reporter aux notes complémentaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS
(en milliers de dollars canadiens)

<i>Des exercices terminés les 30 juin</i>	1997	1996	1995
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice net	3 879 \$	11 525 \$	6 461 \$
Ajustements aux fins de rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
Amortissement	8 038	5 180	2 873
Frais liés à la rémunération dans le cadre du regroupement d'entreprises	-	3 718	354
Augmentation des débiteurs	(1 272)	(9 342)	(8 546)
Augmentation des débiteurs non facturés	(1 194)	(5 938)	(2 471)
Augmentation des charges payées d'avance et d'autres éléments d'actif	(2 484)	(226)	(289)
Diminution (augmentation) des impôts sur le revenu reportés	85	(3 980)	-
Augmentation (diminution) des créditeurs et des charges à payer	(2 282)	2 405	3 975
Augmentation des produits comptabilisés d'avance	4 223	1 638	2 425
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	8 993	4 980	4 782
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Augmentation du prêt	(1 259)	-	-
Acquisition d'immobilisations	(6 649)	(4 842)	(1 042)
Augmentation des frais de développement de produits	(7 655)	(5 289)	(4 397)
Augmentation du placement	(1 723)	-	-
Gains ou pertes de change cumulatifs	250	(7)	(8)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(17 036)	(10 138)	(5 447)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) des obligations découlant de contrats de location-acquisition et des avantages incitatifs relatifs à un bail	(6)	320	138
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	1 886	87 354	10 753
Distributions aux actionnaires de DataRamp	-	(74)	(425)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	1 880	87 600	10 466
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES			
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES	(6 163)	82 442	9 801
Au début de l'exercice	95 871	13 429	3 628
À la fin de l'exercice	89 708 \$	95 871 \$	13 429 \$

Se reporter aux notes complémentaires

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVEMENT AUX FLUX DE TRÉSORERIE

Sorties de fonds effectuées au cours de l'exercice au titre des intérêts	180 \$	223 \$	181 \$
Sorties de fonds effectuées au cours de l'exercice au titre des impôts sur le revenu	440	572	906

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

1. RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

La société et ses filiales conçoivent, commercialisent et vendent des logiciels et en assurent la maintenance. De plus, elles acquièrent et revendent, à des conditions stipulées par contrat, du matériel informatique destiné à des systèmes informatiques intégrés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a. Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés regroupent les comptes de la société et de ses filiales en propriété exclusive, PC DOCS Group U.S., Inc. (« PCDGUSI »), PC DOCS Group Canada Inc. (« PCDGCI »), PC DOCS Group Europe Ltd. (« PCDGEL »), ainsi que ceux des filiales en propriété exclusive de PCDGUSI, PC DOCS, Inc., CMS/Data Corporation, CompInfo, Inc., et ceux des filiales en propriété exclusive de PCDGCI, PC DOCS Canada Inc., The Quartex Corporation Inc. et Canterbury Systems Corp.

Le 31 mai 1996, la société a émis des actions ordinaires en échange de la totalité des actions en circulation de DataRamp, Inc. (« DataRamp »). Le regroupement a été comptabilisé selon la méthode de la fusion d'intérêts communs et, par conséquent, les états financiers consolidés de la société ont été repris afin d'inclure, pour tous les exercices ayant précédé le regroupement, les comptes de DataRamp, retraités afin d'être conformes aux conventions comptables adoptées par la société. Au cours de l'exercice, les activités de DataRamp et de PC DOCS, Inc ont été regroupées.

Le 3 septembre 1996, la société a émis des actions ordinaires en échange de la totalité des actions en circulation de PCDGEL. Le regroupement a été comptabilisé selon la méthode de l'achat pur et simple. Selon cette méthode, un écart d'acquisition est présenté et les résultats d'exploitation de PCDGEL doivent être pris en compte dans les états de la société à compter de la date d'acquisition seulement.

b. Conversion des devises

Les produits et les charges des filiales autonomes libellés en devises ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change moyens en vigueur au cours des exercices considérés. Les éléments d'actif et de passif sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou pertes de change cumulatifs sont présentés sous une rubrique distincte des capitaux propres.

c. Encaisse et placements à court terme

La société a adopté un programme de gestion de la trésorerie qui lui permet d'effectuer des placements à court terme au moyen des excédents de fonds dont elle dispose. Ces placements sont comptabilisés au coût, qui se rapproche de la valeur marchande. Ils comprennent des instruments du marché monétaire, des titres d'État et des titres d'emprunt émis par des gouvernements, dont l'échéance est fixée à trois mois ou moins. De plus, seuls les titres auxquels la cote R1 moyenne, au minimum, a été attribuée sont retenus aux fins de placement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

d. Débiteurs non facturés

Les débiteurs non facturés constituent des sommes à recouvrer pour du matériel et des logiciels qui ont été livrés à des clients et qui, selon les conditions de paiement stipulées par contrat, pourront être facturés.

e. Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit entre trois et cinq ans pour ce qui est du matériel informatique, du mobilier et de l'outillage, et quarante ans pour ce qui est des biens (à l'exception des terrains). Les améliorations locatives sont enregistrées déduction faite des avantages incitatifs et elles sont amorties sur une période n'excédant pas onze ans et correspondant à la durée du bail concerné.

f. Frais de développement de produits

Une fois établie la faisabilité technologique d'un produit, la société inscrit à l'actif les frais engagés dans le cadre de la conception. Tous les frais pour établir la faisabilité technologique d'un logiciel sont imputés aux résultats au moment où ils sont engagés. Les frais de développement de produits inscrits à l'actif sont évalués au coût non amorti ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Ces frais sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur une période n'excédant pas trois ans et correspondant à la durée économique estimative du produit. Ces frais ne sont plus inscrits à l'actif et ils sont amortis à compter du moment où le produit correspondant est prêt à être mis en vente. La société revoit la valeur comptable nette des frais de développement de produits tous les trois mois afin de s'assurer qu'il convient toujours de les reporter.

Au 30 juin 1997, l'amortissement cumulé des frais de développement de produits inscrits à l'actif se chiffrait à 9 999 000 \$ (5 323 000 \$ en 1996).

g. Placement

Le placement correspond à des actions privilégiées non convertibles de PC DOCS Asia Ltd., comptabilisées au coût.

h. Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition de PCDGEL sur la juste valeur marchande de l'actif net acquis de cette dernière. L'écart d'acquisition est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur une période de dix ans.

Au 30 juin 1997, l'amortissement cumulé de l'écart d'acquisition totalisait 195 000 \$ (néant \$ en 1996).

Pour chaque trimestre, la société évalue, à partir des bénéfices futurs prévus, sa capacité de recouvrer l'écart d'acquisition. S'il y a lieu, elle ramène l'écart à sa valeur de réalisation nette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

i. Avantages incitatifs

Les avantages incitatifs s'entendent d'améliorations locatives couvertes par le propriétaire et de périodes d'occupation gratuite. Les avantages incitatifs sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire et portés en diminution des charges locatives, sur la durée du bail.

j. Constatation des produits et produits comptabilisés d'avance

La société constate les produits tirés des ventes de systèmes informatiques à la date d'expédition, car elle estime que le processus de génération de produits est alors virtuellement achevé.

Les produits tirés des ventes de licences d'exploitation de logiciels sont constatés une fois que les obligations résiduelles aux termes des contrats de vente sont jugées négligeables. Une tranche appropriée des produits est reportée jusqu'à ce que les obligations résiduelles aient été acquittées. Les services de maintenance et autres services faisant l'objet d'un contrat sont habituellement vendus à part et les produits correspondants sont constatés au fur et à mesure des prestations ou proportionnellement à la durée du contrat.

Les produits comptabilisés d'avance correspondent à des conventions prévoyant des services de maintenance de logiciels qui donneront lieu à des prestations ainsi qu'à des contrats visant la vente de systèmes et qui n'ont pas été inscrits à titre de produits étant donné que le processus de génération de produits n'est pas achevé.

k. Impôts sur le revenu

La société calcule sa provision pour impôts sur le revenu suivant les recommandations de la norme n° 109 du Financial Accounting Standards Board, intitulée « Accounting for Income Taxes ». Cette norme exige que les impôts sur le revenu soient comptabilisés selon la méthode du report d'impôts variable.

l. Estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif et les renseignements fournis quant aux éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours des périodes considérées. Pour ce qui est de la comptabilisation des frais de développement de produits, la direction fait des estimations quant à la possibilité de recouvrer ces frais. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et hypothèses.

3. PRÊT ET PLACEMENT

Au 30 juin 1997, le prêt était constitué d'un prêt portant intérêt non remboursé de 690 000 \$, consenti au distributeur de la société en Asie, PC DOCS Asia Ltd. et exigible à court terme, et d'une somme de 569 000 \$ à recevoir à court terme de cette même société pour le remboursement de certaines dépenses.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

3. PRÊT ET PLACEMENT (suite)

Au 30 juin 1997, la société avait placé 1 723 000 \$ dans des actions privilégiées sans droit de vote de PC DOCS Asia Ltd. La totalité des actions ordinaires de PC DOCS Asia Ltd. sont détenues indirectement par Quorum Growth Inc., qui est actionnaire de la société et dont un administrateur siège également au conseil d'administration de la société.

4. IMMOBILISATIONS

	1997					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur comptable nette	
Matériel informatique	9 610	\$	4 886	\$	4 724	\$
Matériel loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	4 207		3 465		742	
Mobilier et agencements	2 830		923		1 907	
Améliorations locatives	2 228		272		1 956	
Biens	659		168		491	
	19 534	\$	9 714	\$	9 820	\$

	1996					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur comptable nette	
Matériel informatique	5 236	\$	3 314	\$	1 922	\$
Matériel loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	4 089		2 468		1 621	
Mobilier et agencements	1 918		939		979	
Améliorations locatives	956		234		722	
	12 199	\$	6 955	\$	5 244	\$

5. ACQUISITION

Le 3 septembre 1996, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Quintec International Limited (dont la nouvelle raison sociale est PC DOCS Group Europe Ltd.) en contrepartie de 75 000 actions ordinaires de la société, d'une valeur marchande évaluée à 1 455 000 \$, auxquelles viennent s'ajouter 200 000 \$ de frais liés à l'acquisition.

L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Selon cette méthode, un écart d'acquisition doit être présenté et les résultats d'exploitation de PCDGEL doivent être pris en compte dans les états de la société à compter de la date d'acquisition seulement. Les produits, le bénéfice net et le bénéfice pro forma par action de PCDGEL avant l'acquisition ne sont pas présentés, car il s'agit de montants non significatifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

5. ACQUISITION (suite)

L'actif acquis et le passif pris en charge s'établissent comme suit :

Actif à court terme (y compris l'encaisse de 9 000 \$)	1 689	\$
Immobilisations	1 089	
	2 778	
Passif à court terme	3 466	
Passif net pris en charge, à la juste valeur marchande	688	
Écart d'acquisition	2 343	
Prix d'acquisition	1 655	\$

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION ET AVANTAGES INCITATIFS

a. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

Les obligations découlant de contrats de location-acquisition sont garanties par des appareils et biens précis faisant partie du matériel informatique, du mobilier et du matériel téléphonique. Elles portent intérêt à des taux annuels théoriques allant de 10 % à 17 %.

Au 30 juin 1997, la valeur comptable des obligations découlant de contrats de location-acquisition, soit 834 000 \$ (1 678 000 \$ en 1996), se rapprochait de leur juste valeur marchande.

Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1997, les intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition se chiffraient à 159 000 \$ (223 000 \$ en 1996 et 181 000 \$ en 1995).

b. Avantages incitatifs

Au 30 juin 1997, le solde non amorti des avantages incitatifs s'élevait à 1 394 000 \$ (424 000 \$ en 1996).

7. ENGAGEMENTS

La société et ses filiales louent leurs locaux et une partie du matériel informatique et du matériel de bureau qu'elles utilisent en vertu de contrats de location-exploitation. Au 30 juin 1997, le total des loyers que la société était tenue de verser, au cours de chaque exercice, s'établissait comme suit :

1998	2 269	\$
1999	2 058	
2000	2 170	
2001	1 179	
2002	1 190	
Exercices ultérieurs	3 620	
	12 486	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

7. ENGAGEMENTS (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1997, la société a comptabilisé des paiements en vertu de contrats de location-exploitation totalisant 2 182 000 \$ (1 848 000 \$ en 1996 et 1 445 000 \$ en 1995).

8. CAPITAL-ACTIONS

a. Autorisé

Le capital-actions autorisé comprend un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre illimité d'actions spéciales pouvant être émises en séries.

En avril 1997, la Bourse de Toronto a approuvé une offre publique de rachat permettant à la société d'acquérir, dans le cours normal de ses activités et à l'intérieur d'un délai d'un an, une partie de ses actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 1 000 000 d'actions. Au 30 juin 1997, la société n'avait racheté aucune action.

b. Options d'achat d'actions

En novembre 1995, les actionnaires ont approuvé une modification du régime d'options d'achat d'actions de la société en vigueur (le « régime d'options de 1995 ») et ils ont réservé un maximum de 4 200 000 actions ordinaires pour la levée d'options octroyées en vertu du régime d'options de 1995, déduction faite des options caduques. En novembre 1996, les actionnaires ont approuvé un régime d'options d'achat d'actions supplémentaire (le « régime d'options de 1996 ») et ils ont réservé un maximum de 800 000 actions ordinaires pour la levée d'options octroyées en vertu du régime d'options de 1996, déduction faite des options caduques.

i. Historique

	Prix de levée				Nombre
Solde, 30 juin 1994					1 810
Octroyées	0,70	\$	à	12,38	\$ 1 706
Caduques	1,45	\$	à	2,90	\$ (88)
Levées	0,34	\$	à	1,45	\$ (166)
Solde, 30 juin 1995					3 262
Octroyées	13,00	\$	à	28,58	\$ 816
Caduques	1,45	\$	à	25,00	\$ (152)
Levées	0,26	\$	à	11,88	\$ (764)
Solde, 30 juin 1996					3 162
Octroyées	8,37	\$	à	27,46	\$ 1 322
Caduques	1,45	\$	à	28,00	\$ (468)
Levées	0,70	\$	à	2,90	\$ (420)
Solde, 30 juin 1997					3 596

Au 30 juin 1997, le nombre d'options octroyées, déduction faite des options caduques, s'élevait à 452 000 en vertu du régime d'options de 1996 et à 4 067 000 options en vertu du régime d'options de 1995.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

8. CAPITAL-ACTIONS (suite)

ii. Options en cours

Octroyées au cours des exercices terminés les	Date d'expiration	Prix de levée	Nombre d'options en cours
30 juin			
1987 à 1993	5 novembre 1999 au 15 août 2000	0,72 \$ à 0,94 \$	16
1994	18 avril 2004	1,45 \$	768
1995	24 octobre 2004 au 6 juin 2005	0,70 \$ à 12,38 \$	1 155
1996	1 ^{er} juillet 2005 au 28 juin 2006	13,00 \$ à 28,58 \$	573
1997	1 ^{er} juillet 2006 au 1 ^{er} juin 2007	8,37 \$ à 27,46 \$	1 084
		Prix moyen de	9,49 \$ 3 596

Au 30 juin 1997, le nombre d'options en cours s'élevait à 452 000 en vertu du régime d'options de 1996 et à 3 144 000 en vertu du régime d'options de 1995.

c. Renseignements à fournir en vertu de la norme n° 123 du FASB

Le Financial Accounting Standards Board a publié, en octobre 1995, la norme n° 123 intitulée « Accounting for Stock-Based Compensation ». Selon cette norme, les sociétés offrant un régime de rémunération sous forme d'actions peuvent constater les frais liés à la rémunération d'après une nouvelle méthode de comptabilisation à la juste valeur ou continuer de suivre les recommandations contenues dans l'opinion n° 25 du Accounting Principles Board intitulée « Accounting for Stock Issued to Employees ». Selon cette opinion, elles doivent présenter un bénéfice net pro forma et un bénéfice pro forma par action, calculés comme si la méthode de la comptabilisation à la juste valeur avait été adoptée. En ce qui a trait à la comptabilisation des options d'achat d'actions octroyées à ses employés, la société a choisi de suivre l'opinion n° 25 et les interprétations connexes.

La norme n° 123 exige la présentation de données pro forma quant au bénéfice net et au bénéfice par action. Ces données ont été établies comme si la société avait enregistré les options d'achat d'actions qu'elle a octroyées à ses employés suivant la méthode de la comptabilisation à la juste valeur que décrit cette norme. Les estimations quant à la juste valeur des options ont été établies d'après un modèle d'évaluation des prix fondé sur la formule de Black et Scholes et en fonction des hypothèses quant aux moyennes pondérées suivantes : pour 1997 et 1996, respectivement, un facteur de volatilité du cours prévu des actions ordinaires de la société de 68 % et de 58 % et un rendement boursier de 0 % et de 0 %, ainsi qu'une durée moyenne pondérée des options se situant entre 3 et 10 ans et des taux d'intérêt hors risque variant de 6 % à 7 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

8. CAPITAL-ACTIONS (suite)

En ce qui concerne les données pro forma, les frais liés à la rémunération, calculés en fonction de la juste valeur des options à la date de l'octroi, doivent, selon la norme n° 123, être amortis sur la période d'acquisition des droits. Si les frais liés à la rémunération et relatifs à des options d'achat d'actions avaient été calculés, pour les exercices 1997 et 1996, en fonction de la juste valeur des options à la date de l'octroi, conformément à la méthode que prévoit la norme n° 123, le bénéfice net et le bénéfice net par action de la société auraient fait l'objet d'un redressement pro forma et s'établiraient comme suit :

	1997	1996
Bénéfice net		
Données présentées	3 879 \$	11 525 \$
Données pro forma	2 048	10 930
Bénéfice par action, après dilution		
Données présentées	0,18 \$	0,63 \$
Données pro forma	0,10	0,60

Le tableau qui suit résume la situation quant aux options d'achat d'actions en cours aux 30 juin 1997 et 1996 et aux variations observées au cours des exercices terminés à ces dates :

	1997		1996	
	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options en cours	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options en cours
Solde au début	5,92 \$	3 162	1,99 \$	3 262
Octroyées	18,18	1 322	17,19	816
Caduques	17,57	(468)	1,04	(152)
Levées	1,12	(420)	6,50	(764)
Solde à la fin	9,49 \$	3 596	5,92 \$	3 162

Moyenne pondérée de la juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice

10 049 \$

4 062 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES**SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS***(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)***8. CAPITAL-ACTIONS (suite)**

Le tableau qui suit rassemble les données relatives aux options en cours au 30 juin 1997 :

Fourchette des prix de levée	Options en cours			Options pouvant être levées	
	Moyenne pondérée de la durée résiduelle des contrats	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre
0,26 \$ à 0,94 \$	7,2	0,70 \$	458	0,70 \$	458
1,38 \$ à 2,07 \$	6,9	1,45	975	1,42	673
2,76 \$ à 4,90 \$	7,6	3,37	297	3,13	141
7,65 \$ à 9,25 \$	8,8	8,30	130	7,65	25
11,00 \$ à 16,50 \$	8,3	12,36	601	12,50	194
18,13 \$ à 19,88 \$	9,0	19,06	741	18,99	290
20,25 \$ à 28,58 \$	8,9	22,22	394	-	-
			3 596		1 781

Les options qui, au 30 juin 1997, ne peuvent être levées pourront l'être comme suit :

1998	557
1999	564
2000	428
2001	266
	1 815

9. AMORTISSEMENT

	1997	1996	1995
Amortissement des immobilisations	3 280 \$	1 880 \$	1 462 \$
Amortissement des frais de développement de produits	4 563	3 300	1 411
Amortissement de l'écart d'acquisition	195	-	-
	8 038 \$	5 180 \$	2 873 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

10. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AVEC DATARAMP

Le 31 mai 1996, la société a émis 466 277 actions ordinaires en échange de la totalité des actions en circulation de DataRamp, Inc. Le regroupement a été comptabilisé selon la méthode de la fusion d'intérêts communs et, par conséquent, les états financiers consolidés de la société ont été repris afin d'inclure, pour tous les exercices ayant précédé le regroupement, les comptes de DataRamp, retraités afin qu'ils soient conformes aux conventions comptables adoptées par la société.

L'unique actionnaire inscrit de DataRamp s'est engagé à céder et à transférer aux employés de DataRamp, pour une contrepartie symbolique, 47,5 % des 466 277 actions ordinaires de la société qu'il a reçues dans le cadre du regroupement d'entreprises. Des frais liés à la rémunération d'environ 6 904 000 \$, au total, avaient été comptabilisés par DataRamp au 30 juin 1996 relativement à cette opération. À la date du regroupement, la charge à payer au titre de ces frais et inscrite aux états consolidés des résultats atteignait 3 881 000 \$. Le passif de 6 904 000 \$ est présenté comme une augmentation hors trésorerie dans les états consolidés des capitaux propres survenant à la date du regroupement, étant donné que l'obligation a bel et bien été réglée au moyen de l'émission d'actions de la société au profit de l'unique actionnaire inscrit.

Avant le regroupement d'entreprises, seul l'unique actionnaire de DataRamp était assujéti à l'impôt s'appliquant au bénéfice net de DataRamp, conformément aux règles visant les « subchapter S corporation ». Des économies d'impôts reportés de 2 665 000 \$ (découlant principalement des frais liés à la rémunération) avaient été inscrites à la date du regroupement dans les états consolidés des résultats puisque, à titre filiale de la société, DataRamp ne répondait plus à la définition de « subchapter S corporation » et la société pouvait désormais utiliser ses économies d'impôts reportés.

Au cours de l'exercice 1997, l'unique actionnaire a cédé les actions ordinaires dont il est fait état plus haut pour une contrepartie inférieure à celle qui a été inscrite au cours de l'exercice 1996. L'augmentation du capital-actions dont il est question ci-dessus a été réduite en raison de la diminution de 1 187 000 \$ des impôts reportés débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS***(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)***11. IMPÔTS SUR LE REVENU****a. Provisions pour impôts sur le revenu**

Les provisions pour impôts sur le revenu s'établissent comme suit :

	1997		1996		1995	
Exigibles						
Impôt fédéral américain	806	\$	3 738	\$	124	\$
Impôt d'États américains	124		593		276	
Impôt canadien et d'autres pays	1 188		400		-	
	2 118		4 731		400	
Reportés						
Impôt fédéral américain	(319)		1 213		348	
Impôt d'États américains	176		64		157	
Impôt canadien et d'autres pays	629		(330)		(503)	
	486		947		2	
	2 604	\$	5 678	\$	402	\$

Le tableau suivant permet de rapprocher les provisions pour impôts sur le revenu calculées selon les taux d'imposition prévus par la loi canadienne et les chiffres présentés au titre des provisions pour impôts sur le revenu :

	1997		1996		1995	
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial en vigueur au Canada	44,6	%	44,6	%	43,0	%
Provision pour impôts calculée selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial en vigueur au Canada a)	2 893	\$	8 221	\$	2 952	\$
Impôts sur les dépenses non déductibles et amortissement fiscal	466		267		659	
Incidence des impôts d'États américains admis en déduction	(73)		(308)		(186)	
Montant net des reports de pertes prospectifs et crédits portés en déduction	(547)		(1 787)		(3 529)	
Incidence des écarts entre les taux combinés en vigueur au Canada et dans d'autres pays	(135)		(715)		506	
Provision pour impôts sur le revenu a)	2 604	\$	5 678	\$	402	\$
Taux d'imposition effectif a)	40,2	%	30,8	%	5,9	%

a) En 1996, compte non tenu de l'avantage fiscal découlant de la charge au titre du regroupement d'entreprises présenté séparément.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

11. IMPÔTS SUR LE REVENU (suite)

La provenance du bénéfice avant impôts de l'exercice terminé le 30 juin 1997 s'établissait comme suit :

États-Unis	2 205	\$
Canada et autres pays	4 278	
	6 483	\$

b. Impôts sur le revenu reportés

Les impôts sur le revenu reportés inscrits aux bilans consolidés s'établissent comme suit :

	1997		1996	
Impôts reportés débiteurs	8 392	\$	8 052	\$
Impôts reportés créditeurs	5 684		4 072	
	2 708	\$	3 980	\$

Le tableau qui suit illustre les écarts temporaires et les effets fiscaux connexes qui donnent lieu à des impôts sur le revenu reportés :

	1997		1996	
Impôts reportés débiteurs :				
Perte nette d'exploitation constatée prospectivement et crédits d'impôt	3 105	\$	1 403	\$
Frais liés à la rémunération de DataRamp	-		2 673	
Frais relatifs à l'émission d'actions dans le public	1 756		2 350	
Charges à payer non admises en déduction au cours de l'exercice considéré	1 792		639	
Produits comptabilisés d'avance	1 739		987	
	8 392	\$	8 052	\$
Impôts reportés créditeurs :				
Frais de développement de produits et autres frais	5 684	\$	4 072	\$

Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1997, la société a comptabilisé un montant de 1 412 000 \$ (3 800 000 \$ en 1996 et néant \$ en 1995) au titre des avantages fiscaux découlant de la levée d'options d'achat d'actions de la société par des employés américains. Ces avantages fiscaux ont été inscrits dans les états consolidés des capitaux propres à titre d'ajustement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

11. IMPÔTS SUR LE REVENU (suite)

Au 30 juin 1997, la société avait constaté prospectivement des pertes nettes d'exploitation de 3 881 000 \$ afin de réduire ses bénéfices imposables d'exercices ultérieurs. La perte nette d'exploitation de 3 556 000 \$ aux fins de l'impôt américain expire le 30 juin 2012 et la perte nette d'exploitation de 325 000 \$ aux fins de l'impôt canadien expire le 30 juin 2004.

Au 30 juin 1997, la société avait également inscrit un montant de 3 937 000 \$ au titre de l'avantage fiscal associé à des frais de financement. Ce montant lui permet de réduire ses bénéfices imposables au Canada au cours des exercices se terminant les 30 juin 1998, 1999 et 2000 de respectivement 1 331 000 \$, 1 331 000 \$ et 1 275 000 \$. Ces frais découlent d'opérations de financement effectuées au cours des exercices terminés les 30 juin 1996 et 1995 et les avantages fiscaux y afférents ont été inscrits dans les états consolidés des capitaux propres à titre d'ajustement.

En outre, la société avait comptabilisé, au 30 juin 1997, un crédit de 238 000 \$ relativement à l'impôt minimum de remplacement, lui permettant de réduire son obligation future au titre de l'impôt fédéral. Elle avait également inscrit des crédits de 1 215 000 \$, lui permettant de réduire son obligation future au titre de l'impôt fédéral américain (646 000 \$) et canadien (569 000 \$). Ces crédits expirent comme suit :

Expiration aux 30 juin	Crédit relatif à l'impôt minimum de remplacement aux États-Unis	Crédits d'impôt pour des activités de recherche et de développement aux États-Unis	Crédits d'impôt à l'investissement au Canada
1998	- \$	- \$	219 \$
1999 à 2007	-	-	350
2009	-	142	-
2010	-	276	-
2012	-	228	-
Pas de date d'expiration	238	-	-
	238 \$	646 \$	569 \$

12. BÉNÉFICE PAR ACTION

a. Nombre moyen pondéré d'actions

Le nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice par action s'établissait comme suit :

	1997	1996	1995
Premier	21 369 \$	18 161 \$	15 060 \$
Dilué	21 369	18 312	15 697

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

12. BÉNÉFICE PAR ACTION (suite)

b. Calcul du bénéfice par action selon la norme n° 128 du FASB

En 1997, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme n° 128 intitulée « Earnings per Share ». Selon cette norme, la société est tenue de présenter dans les états consolidés des résultats le bénéfice par action en circulation ainsi que le bénéfice dilué par action. Le bénéfice par action en circulation ne tient pas compte de l'effet de dilution et il est le résultat de la division du bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période considérée. La société suivra les recommandations contenues dans la norme n° 128 à compter de l'exercice se terminant le 30 juin 1998. L'incidence sur le calcul du bénéfice par action, pour l'exercice terminé le 30 juin 1997, de l'adoption des recommandations de la norme se résume à ce qui suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, avant dilution	19 756	
Bénéfice net pro forma par action, avant dilution, dans l'hypothèse de l'adoption des recommandations de la norme n° 128	0,20	\$

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers figurant aux bilans consolidés sont formés de l'encaisse, des placements à court terme, des débiteurs, des débiteurs non facturés, des créditeurs et des charges à payer.

a. Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs, des débiteurs non facturés, du prêt, des créditeurs et des charges à payer correspond à leur valeur comptable, car il s'agit d'instruments pour lesquels les échéances sont courtes. Il n'est pas possible de déterminer la juste valeur des placements à long terme de la société. La société n'est partie à aucun instrument dérivé.

b. Risque de crédit

La société est exposée à un risque de crédit associé aux débiteurs facturés et non facturés ainsi qu'aux placements à court terme. Les débiteurs se composent de clients appartenant à des secteurs d'activité variés et ils comportent un risque de crédit normal compte tenu des secteurs d'activité concernés. Toutefois, aucun client ne représente à lui seul 10 % ou plus des débiteurs consolidés de la société. La société place ses excédents temporaires de fonds dans des instruments financiers à court terme de qualité supérieure, émis ou garantis par une importante institution financière ou un gouvernement.

c. Risque de change

La société est exposée à un risque de change étant donné qu'un certain nombre de ses instruments financiers sont libellés en devises. L'incidence nette de ce risque est négligeable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

SELON LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AUX ÉTATS-UNIS

(En dollars canadiens. Les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf les données par action.)

14. INFORMATION SECTORIELLE

Les produits sont répartis selon les pays où sont situés les clients de la société :

	États-Unis		Canada		Autres pays		Produits consolidés
Exercice terminé le 30 juin 1997	68 242	\$	10 423		17 509		96 174 \$
Exercice terminé le 30 juin 1996	66 850	\$	8 483		5 840		81 173 \$
Exercice terminé le 30 juin 1995	43 540	\$	5 247		2 829		51 616 \$

L'amortissement, le bénéfice net et les actifs à la fin de l'exercice sont répartis comme suit, à l'échelle de la société :

	États-Unis		Canada et autres pays		Ajustements intersectoriels		Produits consolidés
Exercice terminé le 30 juin 1997							
Amortissement	7 121	\$	921		(4)		8 038 \$
Bénéfice net	3 022		2 894		(2 037)		3 879
Actif à la fin de l'exercice	64 820		144 566		(46 987)		162 399
Exercice terminé le 30 juin 1996							
Amortissement	5 048	\$	292		(160)		5 180 \$
Bénéfice net	7 869		3 675		(19)		11 525
Actif à la fin de l'exercice	37 435		132 701		(19 892)		150 244
Exercice terminé le 30 juin 1995							
Amortissement	2 670	\$	203		-		2 873 \$
Bénéfice net	5 980		758		(277)		6 461

Le 30 juin 1997, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme n° 131 intitulée « Disclosure About Segments of Enterprises and Related Information ». Cette norme comporte des recommandations additionnelles quant à la présentation d'informations sectorielles dans les états financiers et vise les exercices commençant après le 15 décembre 1997. La direction n'a pas déterminé l'incidence, le cas échéant, de cette norme sur la présentation adoptée pour ses états financiers.

15. RÉGIME D'AVANTAGES SOCIAUX DES EMPLOYÉS

Par l'entremise de sa filiale américaine en propriété exclusive, PCDGUSI, la société a adopté un régime de participation aux bénéfices au sens de l'article 401(k) modifié du 1986 *Internal Revenue Code*. Le régime est, à toutes fins utiles, offert à tous les employés résidant aux États-Unis de la filiale américaine de la société et permet aux employés participants de verser une cotisation n'excédant pas 7 % de la rémunération reçue au cours d'une année donnée, sous réserve de plafonds annuels. La société peut, à son gré, effectuer des cotisations au régime. La société n'a versé aucune cotisation au régime au cours des exercices terminés les 30 juin 1997, 1996 et 1995.

16. RECLASSEMENT DES CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres des exercices 1996 et 1995 ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour les états financiers de l'exercice courant.